

Extraits d'une note du Service de documentation extérieure et de contre-espionnage français sur les réactions à la conférence de Bandung (11 juin 1955)

Légende: Le 11 juin 1955, le Service de documentation extérieure et de contre-espionnage français (SDECE) rédige une note dans laquelle il expose les différentes réactions à la conférence de Bandung.

Copyright: (c) Archives Nationales d'Outre-Mer, Aix-en-Provence

Avertissement: Ce document a fait l'objet d'une reconnaissance optique de caractères (OCR - Optical Character Recognition) permettant d'effectuer des recherches plein texte et des copier-coller. Cependant, le résultat de l'OCR peut varier en fonction de la qualité du document original.

URL:
http://www.cvce.eu/obj/extraits_d_une_note_du_service_de_documentation_exterieure_et_de_contre_espionnage_francais_sur_les_reactions_a_la_conference_de_bandung_11_juin_1955-fr-da5df9e4-1f18-4af2-a41e-8845a9813dcb.html

Date de dernière mise à jour: 01/03/2017



PRESIDENCE
DU CONSEIL

*h. Paul
à l'Université de Bordeaux*

S.D.E.C.E.

Date : 11 JUIN 1955

CONFERENCE
AFRO-ASIATIQUE

TRÈS SECRET

EXEMPLAIRE N° 698

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ · ÉGALITÉ · FRATERNITÉ

PRÉSIDENCE DU CONSEIL

S. D. E. C. E.

Date : 11 JUIN 1955

21.1.43 E.C. A.03.550

CONFERENCE
AFRO-ASIATIQUE

SOMMAIRE

	<u>Pages</u>
Inquiétudes cingalaises au sujet des ingérences communistes chinoises .	6
Sondages indiens sur les intentions de CEYLAN.	6
Opinion indienne exprimée pendant le déroulement de la Conférence .	8
Messages adressés par M. NEHRU au gouvernement britannique fin avril 1955 .	10
Popularité et diplomatie de M. CHOU EN-LAI .	13
Contacts entre M. CHOU EN-LAI et les délégués du CAMBODGE et du LAOS .	13
Evolution des rapports de la THAILANDE avec la CHINE COMMUNISTE .	15
Résultats obtenus à BANDUNG par la THAILANDE .	17
Projet d'envoi d'une mission thaïlandaise au YUNNAN .	19
Position de la CHINE COMMUNISTE (opinion japonaise) .	20
Attitude de la délégation khmère.	22
Assurances V.M. données au Premier Ministre laotien .	24
Instructions gouvernementales données à la délégation philippine .	25
Attitude pro-occidentale du général ROMULO .	26
Opinion indienne sur la participation du MOYEN-ORIENT à la Conférence afro-asiatique .	27
Impressions du Colonel GAMAL ABDEL NASSER sur son voyage à BANDUNG .	31
Relations entre l'EGYPTE et la CHINE COMMUNISTE .	32

	<u>Pages</u>
Contacts NASSER-NEHRU .	36
Prestige de GAMAL ABDEL NASSER et activités des délégués égyptiens.	36
Intentions prêtées au Colonel NASSER .	37
Rapports entre les délégations arabes.	37
Activités de Hadj AMINE EL HUSSEINI .	39
Principaux points du memorandum remis par l'ex-Grand Mufti.	41
Reproches adressés à l'INDE et à la BIRMANIE au sujet de leur attitude dans l'affaire de la PALESTINE .	42
Opinion d'ensemble d'un diplomate turo .	43
Répercussions de la Conférence afro-asiatique sur la politique extérieure de l'IRAN .	44
Discussions de la SYRIE avec l'EGYPTE et l'ARABIE SEOUDITE .	45
Rôle passif dévolu aux représentants de l'AFRIQUE NOIRE .	46
Memento de la question tunisienne rédigé par l'INDE avant la Conférence de BANDUNG .	47
Réactions de la presse française .	51
Point de vue américain sur la Conférence .	54
Impressions de M. MacDONALD , Haut-Commissaire pour le Sud-Est-Asiatique .	56
Les Portugais et la Conférence afro-asiatique.	57

Pages

Démarche de M. HAMMARSKJOELD concernant les aviateurs américains prisonniers en CHINE CONTINENTALE .	58
Point de vue du VATICAN sur les résultats de la Conférence de BANDUNG .	59
Politique asiatique du VATICAN : prochaine session à MANILLE du Congrès International pour l'apostolat des laïcs.	63

*
* *

ANNEXES

- Composition des délégations .	65
- Observateurs .	105

MESSAGES ADRESSES PAR M. NEHRU AU GOUVERNEMENT BRITANNIQUE FIN AVRIL 1955

M. NEHRU , dans un message adressé à LONDRES se félicite de ce que la Conférence de BANDUNG ait réussi , non seulement à établir une plus grande compréhension entre les pays participants , mais encore à examiner les problèmes mondiaux avec un certain sens des responsabilités et une certaine modération , en vue d'y trouver une solution pacifique en dépit des idéologies différentes des pays en présence.

La question de FORMOSE n'a pas été discutée en conférence car M. CHOU EN-LAI ne le désirait pas ; cependant , au cours d'entretiens privés entre le Premier Ministre chinois et M. NEHRU fut amorcée la mission de M. KRISHNA MENON à PEKIN .

En ce qui concerne la déclaration publique faite par M. CHOU EN-LAI , déclaration selon laquelle il était prêt à entrer en contact avec les ETATS-UNIS , M. NEHRU souligne que cette intention ne le surprend pas et qu'il en avait averti officieusement LONDRES et WASHINGTON quelque temps auparavant. Il espère que la bonne foi des propositions de M. CHOU EN-LAI ne sera pas mise en doute maintenant que la voie de la réconciliation semble plus ouverte que jamais.

*
* *

Dans un message adressé à Sir Anthony EDEN , M. NEHRU lui fait connaître son jugement personnel sur la Conférence de BANDUNG . Il souligne que cette conférence a été plus utile à leur cause commune qu'ils n'osaient l'espérer .

Sans parler des déclarations publiques , BANDUNG a donné l'essor non seulement au désir de coopération des pays participants , mais à la solution pacifique des problèmes mondiaux. Les contacts avec la CHINE ont également été fructueux.

Les questions suivantes ont été traitées :

- accord sino-indonésien sur la double nationalité (offres d'accords semblables faites par M. CHOU EN-LAI à la THAILANDE et aux PHILIPPINES)
- problème des 50.000 ressortissants du Nord Vietnam en THAILANDE résolu de façon satisfaisante par des conversations privées entre le Prince WAN et PHAM VAN DONG avec l'aide des Premiers Ministres birman , chinois et indien .

- affaire du LAOS traitée entre MM.KATHAY et PHAM VAN DONG avec la médiation de M. NEHRU . Résultats acquis pour le règlement des difficultés du LAOS , spécialement en ce qui concerne les deux provinces. (La solution réelle , selon M. NEHRU , réside dans les élections qui devraient avoir lieu en septembre). Rencontres prévues entre les deux ministres à VIENTIANE et HANOI .
- problèmes du CAMBODGE : le Prince SIHANOUK , CHOU EN-LAI et PHAM VAN DONG se sont montrés très compréhensifs , mais le Sud Vietnam s'est révélé hostile .
- FORMOSE : rien de réellement nouveau pour M. NEHRU dans le désir exprimé par M. CHOU EN-LAI de négocier directement avec les ETATS-UNIS. Le Premier Ministre indien espère que M. EDEN saura provoquer une réponse favorable de la part de WASHINGTON . L'INDE de son côté fait tous ses efforts pour la libération des aviateurs américains .

M. NEHRU souligne alors à M. EDEN qu'aucune intervention (spécialement de la part de l'INDE ou de la CHINE) n'a été marquée par une haine raciale ou une attitude antioccidentale .

En outre , il a été fait de nombreuses fois allusion à la Charte des Nations-Unies à laquelle aucun des pays participants n'a montré d'opposition . M. CHOU EN-LAI non seulement a accepté cette Charte , mais il s'est montré désireux de la considérer comme base de la coopération mondiale .

En ce qui concerne le MOYEN-ORIENT , tandis que la question de PALESTINE occupait particulièrement les Pays Arabes , ils ont su faire montre d'une certaine modération et d'un désir de bâtir leur avenir en collaboration avec leurs voisins.

Quant à l'AFRIQUE , la Conférence a contribué à lui donner le sens de la confiance en elle-même et de l'égalité.

*
* *

M. NEHRU répond le 29 avril à un message de Sir Anthony EDEN datant du 22 du même mois et concernant l'explosion du KASHMIR PRINCESS . M.NEHRU déclare s'être entretenu de l'affaire avec M.CHOU EN-LAI qui est tombé d'accord pour n'associer aucun gouvernement à cette affaire .Le Premier Ministre chinois a cependant souligné que l'accident était dû à la malveillance du personnel chinois de l'aérodrome de HONG-KONG , qui appartenait à l'organisation secrète

des agents de CHIANG KAI SHEK à HONG-KONG . (Cette organisation travaillait d'ailleurs , selon M. CHOU EN-LAI , en étroite collaboration avec les agents américains à HONG KONG qu'on pouvait donc considérer comme complices.) M. NEHRU a alors demandé à M. CHOU EN-LAI , en vue de la réussite de l'enquête , de lui fournir tous les renseignements en la possession du gouvernement chinois .

De son côté , le gouvernement indien a envoyé des personnalités enquêter sur place et contacter les autorités de HONG KONG , et , si possible , les sources d'information chinoises .

Le Constellation d'Air India "KASHMIR PRINCESS" est parti de BOMBAY et s'est arrêté à CALCUTTA et BANGKOK avant d'atteindre HONG KONG . Des enquêtes approfondies ont déjà été menées à BOMBAY et CALCUTTA ; des recherches seront effectuées à BANGKOK , mais le vrai centre d'intérêt est HONG-KONG .

EGYPTE

IMPRESSIONS DE GAMAL ABDEL NASSER SUR SON VOYAGE A BANDUNG

- Le premier rapport de GAMAL ABDEL NASSER sur son voyage à BANDUNG est parvenu au CAIRE.

S'adressant aux membres du Conseil de la Révolution et du Conseil des Ministres, le Président donnait ses premières impressions de voyage au PAKISTAN et en INDE. Le style employé semblerait indiquer que le document a été rédigé par NASSER lui-même.

"Ma visite au PAKISTAN, fait-il savoir, et mes entretiens avec MOHAMED ALI et le Gouverneur Général, m'ont laissé l'impression ou plutôt la certitude que ces deux hommes ne voient et ne connaissent d'autre ennemi que l'INDE.

"MOHAMED ALI m'a dit : "Vous parlez de l'impérialisme américain et anglais. Ce danger à vos yeux est lointain. Le PAKISTAN est obligé de solliciter l'aide américaine pour faire face surtout au danger permanent que constitue la frontière de l'INDE. Lors de ma dernière visite au CAIRE, on ne m'a entretenu que d'impérialisme militaire et économique. Je ne vous cache pas que j'ai été profondément déçu de voir les problèmes mondiaux envisagés sous un angle aussi peu réaliste.

"Quant à NEHRU, continue NASSER, il m'a donné l'impression que ce qu'il disait en public différait sensiblement de ce qu'il déclarait en privé.

"Je n'ai pas réussi, poursuit NASSER, à établir avec NEHRU ou MOHAMED ALI un plan politique pour la Conférence de BANDUNG."

GAMAL ABDEL NASSER a également été frappé par l'ignorance qu'avaient, des problèmes du MOYEN-ORIENT, la plupart des personnalités asiatiques rencontrées.

"Aussi inimaginable que cela puisse paraître souligne-t-il, je devais retracer devant chacune d'entre elles les événements principaux qui ont marqué l'histoire de cette partie du monde durant ces dix dernières années. Devant leur ignorance et le peu d'intérêt qu'elles semblaient accorder à nos problèmes, je me demandais avec angoisse s'il me serait possible d'amener la conférence à s'occuper des questions qui nous intéressent. Aussi bien à KARACHI qu'à DELHI, les nouvelles des fiançailles de la Princesse MARGARET étaient suivies avec plus d'intérêt que les événements du MOYEN-ORIENT. Par moments, j'avais le

....

sentiment d'appartenir à une autre planète (1).

- Dans un deuxième rapport, parvenu au CAIRE le 27 avril, le Colonel GAMAL ABDEL NASSER déclare au sujet de l'AFRIQUE du Nord et de l'impérialisme des grandes nations :

"Si FADEL JAMALI a été le porte-parole du Foreign Office, MOHAMED ALI a été celui du Gouvernement américain...

"Avant que la question de l'impérialisme ne vînt en discussion devant le Congrès, M. NEHRU et moi nous étions mis d'accord sur la manière de présenter et de diriger le débat. Mais une conversation avec FADEL JAMALI et MOHAMED ALI me donna l'impression que ces deux hommes avaient décidé de limiter leurs attaques au colonialisme français en AFRIQUE du Nord. Les représentants du PAKISTAN et de l'IRAK voulaient ainsi, semble-t-il, essayer d'atténuer les critiques que nous avions l'intention de porter contre les impérialismes américain et britannique.

"Mes craintes se confirmèrent; MOHAMED ALI"joua la carte antifranaïse" avec une rare violence.

"Le soir même du débat, M. NEHRU recevait de NEW-DELHI un rapport faisant état de renseignements recueillis par ses services. Nos soupçons s'avéraient exacts en tous points : WASHINGTON et LONDRES avaient essayé de se servir de la question Nord-Africaine comme d'un bouclier."

RELATIONS ENTRE L'EGYPTE ET LA CHINE COMMUNISTE

1/- Conversations entre le Colonel NASSER et CHOU EN-LAI

Pendant toute la Conférence de BANDUNG et au cours de la rencontre préliminaire qui se déroula à RANGOON entre la délégation chinoise et la délégation égyptienne, CHOU EN-LAI s'efforça de calmer les appréhensions des dirigeants égyptiens. Ceux-ci craignaient :

-1) Que la CHINE communiste profitât de la rencontre pour réclamer avant tout une reconnaissance officielle ou une promesse formelle de reconnaissance officielle à bref délai.

Sur ce point, et pendant toute la conférence il ne fut pas question d'une reconnaissance politique. La délégation égyptienne estima que la reconnaissance de fait de la CHINE communiste suffirait pour l'instant et qu'elle découlerait pleinement de l'échange de visites officielles entre les chefs de gouvernements de l'établissement de missions commerciales dans les deux pays, de la conclusion d'accords commerciaux et de l'acceptation de missions culturelles musulmanes - CHOU EN-LAI déclara à ce sujet :

....

(1) GAMAL ABDEL NASSER quittait pour la première fois le PROCHE-ORIENT.

CONTACTS NASSER-NEHRU

Le Colonel NASSER s'est montré enchanté de ses contacts avec le Premier Ministre indien qu'il considère comme un des plus grands hommes de ce temps et qui lui a manifesté beaucoup d'estime, ce qui n'a pas manqué de le flatter profondément.

PRESTIGE DE GAMAL ABDEL NASSER ET ACTIVITES DES DELEGUES EGYPTIENS

Le peuple égyptien sait gré au Colonel NASSER d'avoir, pour la première fois, représenté vraiment l'EGYPTE à une importante conférence internationale, il a également été très flatté de ce que le Premier Ministre ait été considéré par l'opinion internationale comme un des grands "ténors" de la réunion.

GAMAL ABDEL NASSER eut incontestablement du succès, tant à cause de sa jeunesse, de son uniforme, que de son auréole de "fossoyeur de la Monarchie". Mais il fut loin d'être la "figure dominante" présentée par la propagande égyptienne, et dut se contenter de la troisième place. La première revient très nettement à CHOU EN-LAI et la seconde à NEHRU. GAMAL ABDEL NASSER fut certes acclamé dans les rues; mais la plupart des délégués le furent aussi et certains autant sinon plus que le Premier Egyptien.

Les nouvelles parues dans la presse égyptienne étaient tellement exagérées que les lisant, ceux qui étaient présents à BANDUNG se demandaient s'il s'agissait bien de la même Conférence. Des remarques très ironiques furent faites à ce sujet aux journalistes égyptiens par les journalistes étrangers.

SALAH SALEM fut éclipsé par ordre de NASSER. Les journalistes qui accompagnaient la délégation égyptienne, obéissaient à un mot d'ordre et ne parlaient que rarement du Ministre de l'Orient National. SALAH SALEM ne prit jamais la parole à BANDUNG, ni dans les réunions officielles, ni dans les réunions privées, à la plupart desquelles il n'assista d'ailleurs même pas. Il apparut aux yeux de tous les autres membres de la Conférence comme un pion sans importance.

Après NASSER, ce furent MAHMOUD FAWZI, Ministre des Affaires Etrangères et ABDEL KHALEK HASSOUNA, Secrétaire Général de la Ligue Arabe, qui se montrèrent les plus actifs; les autres membres de la délégation égyptienne passèrent totalement inaperçus.

...

INTENTIONS PRETEES AU COLONEL NASSER

Le Premier Ministre égyptien revient de BANDUNG convaincu de la nécessité de créer une troisième force à l'échelle mondiale et son voyage en INDONESIE ne l'a certainement pas rapproché de l'Occident. Il est certain que l'initiative anglo-américaine vis-à-vis de l'IRAK l'a profondément vexé et il a trouvé maintenant l'occasion de jouer un rôle de leader à l'échelon international qu'on lui avait refusé au bénéfice de l'IRAK et de la TURQUIE.

Ce qu'il y a de rêveur en lui est séduit par la perspective d'une vaste coalition neutraliste s'appuyant sur TITO en EUROPE, sur NEHRU et MAO TSE-TUNG en ASIE. Il se voit déjà à la tête de la zone d'influence africaine.

Il a ainsi, pense-t-il, redoré son blason vis-à-vis de la Ligue Arabe. Il a obtenu en ce domaine aussi une victoire morale en faisant condamner ISRAEL.

RAPPORTS ENTRE LES DELEGATIONS ARABES

(Impressions recueillies auprès d'une personnalité rentrant de BANDUNG)

1) - Accueil réservé à la Délégation égyptienne et aux autres délégations arabes

La délégation égyptienne fut l'objet de marques de sympathie de la part de presque toutes les délégations, notamment de celles de l'INDE, du PAKISTAN, de l'AFGHANISTAN. Il en fut de même pour les autres délégations arabes à l'exception de la délégation irakienne. A noter aussi que l'attitude adoptée par M. MALIK desservit quelque peu la délégation libanaise.

Compte tenu de l'exagération des articles parus dans la presse égyptienne, on peut dire que l'EGYPTE remporta un gros succès, le plus gros peut-être enregistré par ce pays depuis longtemps dans le domaine international.

2) - Rapports entre les délégations égyptienne, soudanaise, irakienne, syrienne et libanaise.

Les rapports entre la délégation égyptienne et les délégations syrienne, séoudienne et yéménite furent réellement très étroits. Par contre, les Egyptiens marquèrent une grande réserve envers les Irakiens et, pleins de méfiance, évitèrent les Libanais.

...

- Le lendemain de l'assassinat du Colonel ADNAN EL MALIK, la délégation syrienne demanda à la délégation égyptienne de tenir une réunion pour discuter et signer le nouveau traité militaire entre les deux pays; elle paraissait désirer en annoncer la signature à BANDUNG même.

Contrairement à ce qu'on aurait pu prévoir, les Egyptiens se déroberent; GAMAL ABDEL NASSER se refusa à prendre des décisions définitives et par la suite, la question de l'alliance militaire ne fut plus abordée par les deux délégations.

On a eu l'impression parmi les délégations arabes que, contrairement aux dires de la presse égyptienne, les relations entre la SYRIE et l'EGYPTE s'en ressentirent.

Si l'accord devait être signé ces jours-ci, comme l'annonce la presse, ce ne pourrait être, qu'à la suite de nouvelles conversations postérieures à la Conférence.

Quant à la délégation soudanaise, elle bouda complètement. Il n'y eut aucun contact égypto-soudanais. Aucune visite ne fut échangée. Cela fut tellement flagrant que les autres délégations en firent un sujet de conversations.

Ce fut la seule délégation qui ignorât les Egyptiens. ISMAIL EL AZHARI, fut l'un des trois délégués arabes qui attaquèrent le communisme et l'on eut l'impression que le Premier Soudanais prit cette attitude pour bien marquer qu'il ne suivait pas l'EGYPTE dans son flirt avec la CHINE.

AZHARI n'a fait qu'une seule déclaration publique, mais elle a été différemment interprétée par les journalistes.

"Le SOUDAN", a-t-il dit, "est un pays qui brigue l'indépendance mais il gardera des relations très étroites avec l'EGYPTE".

- Les relations entre le LIBAN et l'EGYPTE ne se sont pas améliorées. On a eu l'impression à BANDUNG que Charles MALIK avait été chargé par Camille CHAMOUN d'empêcher SAMI EL SOLH de s'engager plus qu'il ne fallait avec les Pays Arabes et en particulier avec l'EGYPTE. Sur toutes les questions débattues, sauf sur le communisme, la délégation libanaise se montra un peu trop réservée, ce qui fit dire à beaucoup d'observateurs que MALIK était en somme non pas le délégué du Président CHAMOUN mais celui de Foster DULLES.

GOLD COAST SOUDAN

ROLE PASSIF DEVOLU AUX REPRESENTANTS DE L'AFRIQUE NOIRE

L'écrivain noir américain, Richard WRIGHT, qui réside à PARIS, est rentré de BANDUNG où il s'était rendu pour assister à la Conférence afro-asiatique. Il s'est déclaré désappointé de ce que la Conférence a été presque exclusivement asiatique et ne se soit guère préoccupée de l'AFRIQUE et de ses problèmes, surtout de ceux de l'AFRIQUE NOIRE.

L'AFRIQUE, selon lui, "n'avait qu'un strapontin" à BANDUNG. En fait les représentants de pays comme la GOLD-COAST ou le SOUDAN n'avaient été qu'admis par les puissances invitantes. Leur présence n'était pas particulièrement désirée par elles, en raison du fait que leur statut est encore en formation. La présence d'observateurs du SOUDAN, en particulier, risquait de gêner l'EGYPTE. Toutefois, le Président NEHRU avait déclaré que ces pays représentaient un cas-limite (pays très proches de l'indépendance) et qu'on pouvait et devait les inviter.

Suivant M. R. WRIGHT, il conviendrait que les Noirs luttent dès à présent contre une tendance qui ferait que l'AFRIQUE passe à la remorque des Asiatiques, après avoir été sous la tutelle des Occidentaux.

FRANCE

MEMENTO DE LA QUESTION TUNISIENNE REDIGE PAR L'INDE AVANT LA CONFERENCE DE BANDUNG

Cet exposé indien s'appuie en premier lieu sur la motion présentée à la 9ème Session de l'Assemblée Générale de l'ONU par les pays suivants : AFGHANISTAN, BIRMANIE, EGYPTE, INDE, INDONESIE, IRAN, IRAK, LIBAN, PAKISTAN, PHILIPPINES, ARABIE SAOUDITE, SYRIE, THAILANDE et YEMEN.

*
* *

Il ajoute que la 9ème Session de l'Assemblée Générale a coïncidé avec les négociations franco-tunisiennes concernant l'autonomie interne offerte à la TUNISIE par M. MENDES-FRANCE le 31 juillet 1954.

En août, le groupe afro-asiatique, malgré les perspectives favorables de négociation, a décidé de maintenir sa motion que l'Assemblée générale a d'ailleurs décidé d'inclure à son ordre du jour le 25 septembre 1954.

Puis le 17 décembre suivant, considérant que les négociations progressaient de façon satisfaisante, l'Assemblée Générale a résolu d'ajourner l'examen de cette motion.

Les entretiens franco-tunisiens commencés en septembre étaient cependant assombris par la question des "Fellaghas" (Armée de Libération Nationale) contre lesquels les opérations militaires françaises s'intensifiaient.

Toujours selon l'exposé rédigé par les services indiens, un grand ressentiment était né en TUNISIE à la suite de l'offre déloyale d'amnistie faite le 7 septembre par le Général de LA TOUR (l'amnistie avait été proposée à tous les résistants armés à l'exception des criminels de droit commun, mais les fellaghas qui se rendirent alors en toute confiance furent immédiatement exécutés).

Par la suite (en octobre et novembre) des accrochages très violents eurent lieu entre Fellaghas et troupes françaises au point que le gouvernement français demanda à M. TAHAR BEN AMMAR soit de condamner publiquement les Fellaghas, soit de leur demander de déposer les armes. Le Premier ministre tunisien refusa de s'exécuter tant qu'une amnistie inconditionnelle ne serait pas promise par la FRANCE. Finalement fut promulguée une déclaration mixte franco-tunisienne promettant l'amnistie sans condition aux Fellaghas qui se rendraient et une trêve de dix jours de la part des troupes françaises. Le 9 décembre, 9 jours après l'appel du Premier tunisien, 2514 hommes rendirent les armes.

Cependant les négociations qui avaient avancé au début (entre autres, la délégation tunisienne avait accordé toutes les sauvegardes demandées par la FRANCE pour ses investissements), semblaient bloquées sur deux points :

- la question de savoir si l'autonomie interne serait un premier pas vers l'indépendance complète ou constituait un but définitif,
- le contrôle de la Police et du pouvoir judiciaire.

Selon l'INDE, l'évolution de l'attitude de la FRANCE depuis le 31 juillet 1954 (jour de la déclaration de M. MENDES-FRANCE) était due en grande partie à l'opposition de droite au Parlement et aussi à M. FOUCHET, Ministre des Affaires Tunisiennes et Marocaines, qui ne partageait pas les opinions libérales de son Premier Ministre et considérait l'octroi de l'autonomie interne comme un règlement définitif de la question tunisienne. Au mois de décembre les Français demandèrent même un contrôle partiel du Judiciaire et de la Police (particulièrement à BIZERTE, et dans certains territoires du Sud qui leur permettaient d'exercer une surveillance sur les mouvements entre la TUNISIE d'une part et la LIBYE et le SAHARA d'autre part). La question n'était pas tranchée quand le Gouvernement MENDES-FRANCE tomba le 4 février 55.

Le nouveau Premier Ministre, M. Edgar FAURE, donna l'assurance aux Tunisiens qu'il poursuivrait les négociations franco-tunisiennes sur la base de la déclaration MENDES-FRANCE du 31 juillet 1954, mais en même temps il nommait M. JULY, qui avait voté contre la politique de M. MENDES-FRANCE en AFRIQUE du NORD, comme Ministre des Affaires Tunisiennes et Marocaines.

Le 15 mars les négociations furent reprises, mais elles furent ajournées le 19 pour permettre à M. TAHAR BEN AMMAR de consulter BOURGUIBA et d'autres chefs tunisiens, et interrompues plus tard par les conditions alimentaires critiques régnant dans le pays.

...

Les nationalistes ne sont pas très optimistes quant à l'issue des négociations. Le nouveau ministre des Affaires Tunisiennes, M. JULY, est très conservateur et là où M. MENDES-FRANCE a échoué pour raisonner les colons français de TUNISIE, M. JULY a peu de chances de réussir. Les Tunisiens ont maintenant très peu de champ pour faire d'autres concessions. Le Premier Ministre a assuré à son peuple qu'il n'accepterait pas la division de son pays en plusieurs zones, comme l'a proposé la FRANCE.

Si les négociations échouent, un avenir très sombre s'ouvre pour la TUNISIE car la population a perdu pratiquement tout espoir d'obtenir des concessions librement consenties de la part de la FRANCE.

BOURGUIBA lui-même a eu une influence modératrice sur les partisans de la résistance armée, mais il ne pourrait les contenir pendant longtemps face à la position de la FRANCE et à leur déception après les espoirs qu'ils avaient placés en M. MENDES-FRANCE.

MEMENTO DE LA QUESTION MAROCAINE REDIGE PAR L'INDE AVANT LA CONFERENCE DE BANDUNG .

Ce memento rappelle les motions sur la question marocaine présentées à la 7ème et à la 9ème session de l'Assemblée Générale de l'ONU.

Il fait ensuite état de la déclaration promulguée le 27 août 54 par M. MENDES-FRANCE, déclaration qui, selon l'INDE, n'a pas la précision de ses propositions de réforme pour la TUNISIE. (cf. le 857.901).

Le gouvernement français consentait à améliorer la situation personnelle de l'ex-Sultan, sans toutefois envisager son retour, et à appliquer certaines mesures de réforme politique et administrative; mais les nationalistes marocains jugèrent qu'aucune discussion ne pouvait avoir lieu sur les réformes politiques avant le règlement du problème dynastique et la restauration de l'ancien Sultan .

La situation générale ne cessa alors d'empirer et le terrorisme battit son plein.

En octobre 54, William DOUGLAS, le fameux juge de la Cour Suprême des ETATS-UNIS, dans un article publié dans "Look" décrivait le MAROC comme "le centre de l'exploitation économique française, de l'oppression politique et de la terreur". Il ajoutait que les prisons étaient remplies de prisonniers politiques et que ceux-ci étaient couramment torturés.

...

En décembre un tribunal français condamna 15 Marocains à mort et 59 autres aux travaux forcés. Les nationalistes marocains affir-
mèrent d'ailleurs que certaines accusations se basaient sur des aveux
obtenus sous la torture et rétractés par la suite devant la Cour.

En janvier, le Résident Général M. LACOSTE parvint à réunir
les nationalistes et les partisans du GLAUI en une conférence destinée
à discuter des réformes ultérieures et de la question de la succession,
mais sans résultat positif.

* *

La 9ème Session de l'Assemblée Générale de l'ONU s'était
réunie en septembre 1954, au moment où régnait encore l'espoir de voir
la FRANCE offrir un nouveau régime au MAROC. Considérant que des négo-
ciations franco-marocaines pourraient amener une solution satisfaisante,
l'Assemblée Générale adopta le 17 décembre une résolution finale déci-
dant d'ajourner l'examen de la motion présentée par le groupe arabo-
asiatique en faveur du MAROC.

*

* *

Selon l'INDE, la FRANCE a violé, en déportant SIDI MOHAMMED
BEN YOUSSEF, le Traité franco-marocain du 30 mars 1912 selon lequel
elle s'engageait à sauvegarder la position religieuse et le prestige
du Sultan et à le soutenir, lui et ses successeurs contre tout danger
menaçant sa personne et son trône.

La question dynastique est en conséquence la pierre d'achop-
pement de la crise marocaine et elle ne peut être séparée du problème
de la souveraineté marocaine. Si SIDI MOHAMMED BEN YOUSSEF est Sultan,
la souveraineté passera éventuellement aux mains des Marocains; si au
contraire MOULAY ARAFA reste en place, le pouvoir effectif appartiendra
aux colons français.

Pour camoufler le coup de force et faire croire à la réali-
sation des vœux des Marocains, le nouveau Sultan a été intronisé
après plusieurs formalités: élection par les Ulémas, reconnaissance
par le Conseil des Vizirs, et serment d'allégeance prêté par les Pachas,
les Caïds et les chefs de tribus. Il a ensuite été question de "démoc-
ratization" et de "réformes". Pour réaliser ces dernières, le Sultan
a délégué ses pouvoirs législatifs à un Conseil composé de 3 Marocains
(c'est-à-dire le Grand Vizir, le Vizir des affaires administratives et
le Vizir des affaires économiques) et de 3 Français (c'est-à-dire le
Directeur de l'Economie, le Conseiller du Gouvernement chérifien

...

et le Directeur de l'Intérieur). Le Sultan ne peut opposer son veto à un projet administratif que pendant la durée d'un mois; après quoi il doit le sceller s'il a été de nouveau voté par le Conseil à une majorité des deux tiers.

Le memento indien souligne que, selon les Français, ceci constitue le premier pas vers la monarchie constitutionnelle. En réalité, comme la nomination des 3 Vizirs doit être approuvée par le Résident général et qu'ils doivent se conformer aux avis du représentant de la FRANCE plutôt qu'à ceux du Sultan actuellement privé de ses droits, l'effet de la réforme sera de conférer au Résident général les pouvoirs définitifs en ce qui concerne l'administration intérieure - Il est aussi question de l'établissement de conseils municipaux et d'Assemblées régionales qui seront en grande partie élus; mais l'INDE estime que les colons français s'arrangeront pour que ne soient élus que des Marocains "acceptables".

En outre, toute manifestation sérieuse de la part des nationalistes mécontents de l'évolution de la situation est jugulée par l'emploi intensif des forces de l'Armée et de la Police et par des arrestations préventives effectuées en masse.

REACTIONS DE LA PRESSE FRANCAISE

Les milieux diplomatiques libanais estiment que certains organes de la presse française ont essayé de prévoir les objectifs véritables de la Conférence.

C'est ainsi que le journal "France-Soir" du 10 avril 1955 envisage la position du Colonel NASSER dont le voyage aux INDES, tout d'abord, et à BANDUNG, ensuite, doit permettre de réaliser quatre opérations :

- 1) réaffermir le prestige de l'EGYPTE en se posant comme le seul interprète du monde arabe indépendant.
- 2) prendre des contacts avec les Etats communistes (Nord-VIETNAM et CHINE) dont la reconnaissance pourrait suivre de près la conférence de BANDUNG.
- 3) ameuter l'ASIE aux cotés des Arabes contre ISRAEL qui se présente comme une tête de pont américaine et un fauteur de guerre.
- 4) rallumer la campagne contre la politique française en AFRIQUE du NORD.

De son côté "Le Monde" a fait paraître, le 23 mars, un éditorial qui commente ainsi le programme du Colonel NASSER :

....

"On conçoit que l'opinion égyptienne ait besoin d'une bonne dose d'anesthésique au moment où le CAIRE s'apprête à composer avec l'alliance turco-irakienne."

Le journal "Combat" du 15 avril 1955 consacra son éditorial aux positions que M. NEHRU entendrait adopter. Ce journal écrit à ce propos : "Il soutiendra l'opposition aux pactes régionaux tels que le traité de l'organisation du sud-est asiatique et l'organisation défensive du MOYEN-ORIENT qui, selon lui, ne peuvent qu'aggraver les tensions internationales."

Enfin il est fait état dans le communiqué de l'Agence France-Presse de "l'étonnement et de l'indignation" des milieux autorisés français, à la suite de la publication de la résolution de la Conférence de BANDUNG qui contient un important paragraphe sur l'AFRIQUE du NORD.

*

* *

Le journaliste Jean ROUS a été, dès son retour à PARIS, sollicité par le Comité FRANCE-INDE, pour faire un exposé sur la Conférence de BANDUNG, à laquelle il a assisté en qualité de correspondant du quotidien "FRANC-TIREUR".

Selon lui, ce sont les pays asiatiques du "Bloc Occidental"-IRAK, PAKISTAN, etc.. - qui se sont montrés le plus violemment anti-colonialistes dans leurs attaques contre la FRANCE, à propos de l'AFRIQUE du NORD et contre la HOLLANDE à propos de l'IRIAN. Les délégués de ces pays tentèrent de faire de l'anticolonialisme facile, en particulier M. JAMILI, délégué irakien, qui appuyé par les représentants pakistanais, demanda la condamnation de la FRANCE. Si la motion votée finalement condamna l'anticolonialisme, et non la FRANCE, ce fut grâce aux efforts modérateurs des "neutres", l'EGYPTE, l'INDE et l'INDONESIE, auxquels se joignit même le Nord-VIETNAM. Le vote fut un prétexte à onflit entre Puissances, comme il ressort de la lecture des procès-verbaux, bien qu'il soit évident qu'aucune d'elles n'ait défendu le colonialisme.

D'autre part, M. Jean ROUS eut des conversations personnelles avec le délégué du Nord-VIETNAM, M. PHAM-VAN-DONG, qu'il avait connu à PARIS en 1946 et retrouvé à la Conférence de GENEVE l'année dernière. Il dit en avoir retiré l'impression que les dirigeants vietnamiens du Nord, et son interlocuteur en particulier, ne sont pas antifrançais et qu'ils regrettent que les Français ne soient pas plus disposés à coopérer avec eux. Le Gouvernement VIETMINH serait décidé, en particulier, à accueillir un plus grand nombre de savants, professeurs, etc.. français. Mais, dit M. PHAM-VAN-DONG : "Si les Français ne veulent pas accepter nos propositions, nous nous tournerons vers d'autres pays, notamment vers le JAPON".

...

Il faut remarquer à ce sujet que le JAPON dont c'était la première participation à une grande réunion internationale fait en quelque sorte figure de vainqueur à BANDUNG, en donnant l'impression qu'il était redevenu une des principales nations d'ASIE. La JAPON a fait des offres - concernant notamment l'envoi de techniciens - offres qui seront sans doute retenues. M. CHOU EN-LAI a résumé l'impression générale en disant aux Japonais "Vous appartenez à la plus grande nation économique d'ASIE et nous avons besoin de vous".

Abordant enfin les problèmes du VIETNAM, le journaliste français relata qu'à l'issue de la conférence de BANDUNG, le gouvernement indien espérait pouvoir intervenir pour ramener l'ordre en INDOCHINE - comme il intervient actuellement pour le règlement de l'affaire de FORMOSE. Mais la délégation indienne à BANDUNG a eu l'impression qu'il valait mieux y renoncer actuellement : elle ne voit pas de solution pour remédier aux troubles de VIETNAM Sud. L'INDE pense que les ETATS-UNIS ne toléreront jamais que des élections y aient lieu.

Les délégués nord-vietnamiens à BANDUNG s'étaient déclarés prêts à accepter une invitation de l'INDE à toute réunion pouvant contribuer à apaiser le conflit. Le chef de la délégation sud-vietnamienne accepta également, mais peu après il démissionnait, ce qui rendait nulle son acceptation. Aucune proposition indienne ne fut renouvelée. Du reste, les autres délégués sud-vietnamiens n'inspirèrent, semble-t-il, aucune confiance à leurs collègues asiatiques, en raison de leur attitude négative. Leur activité principale à BANDUNG paraît avoir été de tenir des propos "anticolonialistes" et de répandre des tracts contre la FRANCE.

D'autre part l'INDE - qui a confirmé sa position de pays leader à la Conférence de BANDUNG - notamment en faisant admettre la CHINE, et en la faisant reconnaître de facto, même par les pays satellites des ETATS-UNIS, serait d'accord avec l'EGYPTE pour qu'une nouvelle conférence afro-asiatique ait lieu l'année prochaine. L'EGYPTE proposera que cette Conférence se tienne au CAIRE. A défaut de réunion, un secrétariat permanent du groupe afro-asiatique serait organisé, qui s'occuperait du règlement des problèmes pendants, FORMOSE, VIETNAM, etc.. Mais aucune décision définitive n'a été prise à ce sujet, l'accord unanime des participants n'ayant pas été réalisé.

ETATS UNIS

POINT DE VUE AMERICAIN SUR LA CONFERENCE

Les Américains estiment que la Conférence de BANDUNG n'a amené aucune révélation sensationnelle, le pire ayant été évité.

a) Le mythe de l'attraction chinoise sur l'ASIE a été réduit à ses justes proportions ; c'est M. CHOU EN-LAI qui s'est mis au diapason de ses interlocuteurs.

b) M. NEHRU n'a pas avancé d'un pas dans son évangélisation neutraliste, chacun étant resté sur ses positions.

c) Le pacte turco-irakien a même trouvé une justification dans la résolution 405 qui permet une défense collective.

d) Les intentions belliqueuses de PEKIN sont désavouées préventivement par la résolution 3 contre l'usage de la force.

e) La Conférence n'en marque pas moins une date historique, comme manifestation de l'accès de l'ASIE à un statut et à une mentalité d'indépendance ; elle sonne surtout le glas de la conception colonialiste, et c'est sur ce plan qu'elle aura ses résultats les plus importants, sinon les plus immédiats.

En ce qui concerne les conversations particulières qui se sont déroulées en coulisses, le gouvernement de WASHINGTON a surtout été frappé par les constatations suivantes :

- de sérieux accrochages ont opposé tour à tour l'INDE au groupe CEYLAN-PAKISTAN-TURQUIE, la BIRMANIE à la Ligue Arabe (à propos d'ISRAEL), la SYRIE à CEYLAN (au sujet de l'impérialisme soviétique).
- l'INDE a laissé percer des revendications sur l'AFRIQUE ORIENTALE BRITANNIQUE, sous le prétexte que la conquête et la pacification en avaient été faites par les Sikhs et que sa prospérité était due aux commerçants, banquiers et travailleurs indiens.

- Les conversations de MM.NASSER et CHOU EN-LAI n'ont pas été prises au sérieux ; on y voit surtout une manière de faire monter l'enchère d'une alliance égyptienne aux yeux de WASHINGTON .
- Les Américains s'inquiètent par contre de l'activité déployée par la délégation officieuse des noirs d'AFRIQUE du SUD qui avaient pour mission d'entrer en contact avec les Chinois afin d'obtenir des armes ; celles-ci leur auraient été promises en principe .

GRANDE BRETAGNE

IMPRESSIONS DE M. MacDONALD, HAUT-COMMISSAIRE POUR LE SUD-EST ASIATIQUE

5 Selon une personnalité indienne qui a pris contact , début mai , avec M. MacDONALD , celui-ci estime que la Conférence de BANDUNG a été un grand succès car les nations d'ASIE et d'AFRIQUE qui doivent jouer maintenant leur rôle dans les affaires internationales ont déjà contribué à faire évaluer la question de FORMOSE . Il considère cependant comme un danger l'ascension de la popularité de CHOU EN-LAI bien qu'à son avis les intentions de la CHINE soient pacifiques.

En outre , il estime que les ETATS-UNIS sont rassurés maintenant sur les intentions des pays qui ont participé à la Conférence.

N)

PORTUGAL

LES PORTUGAIS ET LA CONFERENCE AFRO-ASIATIQUE

Selon un renseignement datant de la première quinzaine d'avril , les dirigeants portugais de GOA et les Goanais eux-mêmes semblaient attacher une grande importance à la conférence de BANDUNG et à ses effets sur le problème des possessions portugaises .

Les Portugais qui sont pris de peur depuis l'incident de la bombe dans le bureau du Gouverneur Général , craignent que la Conférence n'amène l'INDE à exercer une pression plus forte pour obtenir la libération de GOA . Ils semblent redouter une "action de police" indienne , et la politique de l'actuel Gouverneur Général est de ne pas provoquer l'INDE . Le fait que la récente et sévère répression des "satyagrahàs " (1) par la police a été menée malgré lui , prouve seulement qu'il n'a pas pleins pouvoirs sur le Commissaire de Police . Selon certains rapports , ce n'est pas seulement à GOA que s'affirment de sérieux différends entre les hauts fonctionnaires , mais aussi à LISBONNE .

SALAZAR calme l'opposition en affirmant que toute concession sur GOA amènerait le MOZAMBIQUE et ANGOLA à se séparer de la mère-patrie .

Les Goanais sont en général enclins à compter sur un facteur extérieur pour leur libération et , en conséquence , voient dans la conférence afro-asiatique les prémices d'une rapide délivrance.

(1) Manifestants utilisant la méthode indienne de "résistance passive".